

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Vendredi, 14 juin 1918.

N^o 31.

Freitag, 14. Juni 1918.

Château de Berg, le 14 juin 1918.

Monsieur le Ministre d'Etat,

Le 7 mars dernier, vous avez, de Mon assentiment, déclaré en pleine séance de la Chambre des députés que Mon désir était d'arriver le plus tôt possible à l'introduction du suffrage universel. La Chambre des députés, saisie de propositions concrètes tendantes à la révision de l'art. 52 de la Constitution, les a adoptées, à l'unanimité des membres présents, par ses votes des 7 mars et 13 juin de l'année courante.

Moi, à Mon tour, Je suis heureuse de Me trouver ainsi en communion d'idées avec les représentants du peuple luxembourgeois et de pouvoir, en Me ralliant à la résolution de la Chambre des députés, étendre dans la plus large mesure l'exercice des droits politiques en y appelant des milliers de concitoyens qui en sont encore exclus.

J'appelle de Mes vœux le jour où la Constituante qui se réunira prochainement, aura amené la possibilité de cette réforme par le changement qu'elle apportera à l'art. 52. C'est dans le même ordre d'idées que Je veux aller au devant des intentions de la majorité de la Chambre des députés en comprenant dans le programme de la future Constituante également les art. 32 et 37 du pacte fondamental. Ce sera l'expression de Ma volonté de gouverner avec le peuple et de marcher avec lui la main dans la main pour M'unir ainsi avec lui dans l'intérêt bien entendu du pays.

Schloß Berg, den 14. Juni 1918.

Herr Staatsminister!

Am verfloßenen 7. März haben Sie mit Meiner Einwilligung in öffentlicher Sitzung der Abgeordnetenkammer erklärt, Mein Wunsch gehe dahin, daß das allgemeine Wahlrecht sobald als möglich eingeführt werde. Die Kammer, welche in bezug auf Art. 52 der Verfassung mit bestimmten Vorschlägen befaßt war, hat dieselben am 7. März und am 13. Juni einstimmig angenommen.

Ich Meinerseits bin glücklich, Mich so in Ideen-gemeinschaft mit den Vertretern des luxemburgischen Volkes zu wissen und Mich in der Möglichkeit zu befinden, dadurch, daß Ich Mich der Willensäußerung der Kammer anschließe, die Ausübung der politischen Rechte auf tausende von Mitbürgern auszudehnen, die bis heute derselben nicht teilhaftig waren.

Ich wünsche den Tag herbei, an welchem die demnächst zusammentretende Constituante durch Änderung des Art. 52 der Verfassung dieser Meinung die Wege geebnet haben wird. In demselben Sinne ist es auch Mein Wille, den Absichten der Stammernehrheit durch Aufnahme der Art. 32 und 37 der Verfassung in das Programm der zukünftigen Constituante entgegenzukommen. Auf diese Weise verteidige ich Meinem Entschluß Ausdruck, mit Meinem Volke zu regieren und mit ihm Hand in Hand zu gehen im wohlverstandenen Interesse des Landes.

Il est vrai que le Gouvernement et le Conseil d'État ont déclaré et prouvé que l'art. 32 ne peut pas être modifié dans le sens de la proposition qui consiste à inscrire dans le nouveau texte la phrase que tous les pouvoirs émanent de la nation. Je n'ai pas besoin de revenir ici sur les arguments invoqués par ces autorités. Qu'il suffise qu'à cette place Je déclare que je partage entièrement la manière de voir exprimée par le Gouvernement et le Conseil d'État en ce qui concerne cette proposition précise, qui est en contradiction avec les traités garantissant l'existence du Grand-Duché et, par là, avec l'intérêt bien compris du pays. Mais rien n'empêchera d'examiner au sujet de cet article d'autres propositions qui ne soient en opposition ni avec les traités internationaux, ni avec le principe monarchique ou les droits dynastiques. Il est opportun en ce moment d'appeler l'attention sur des actes qui ont créé le Grand-Duché actuel et qui sont la sauvegarde de son indépendance et de sa neutralité. C'est en ce moment l'expression de la pensée de tous les patriotes, de tous les bons Luxembourgeois, qui veulent rester ce qu'ils sont.

Cette réserve rencontre au surplus les idées développées au cours des dernières discussions de la Chambre des députés, à savoir qu'il ne doit pas être touché au principe monarchique ni aux droits de la dynastie. Je ne vois donc aucune contradiction entre la déclaration de révision de l'art. 32 et l'attitude du Gouvernement qui ne s'est pas opposé principiellement à la révision de l'art. 32, mais qui n'a repoussé qu'un changement nettement précisé et circonscrit en une phrase soumise aux délibérations de la Chambre des députés.

Je consens également à ce que l'art. 37 soit soumis à la Constituante, sauf que, pour les

Allerdings haben Regierung und Staatsrat erklärt und bewiesen, Art. 32 könne nicht, wie dies vorgeschlagen worden war, in dem Sinne geändert werden, daß alle Gewalten vom Volke ausgehen sollen. Es erübrigt sich, auf die diesbezüglichen Ausführungen dieser Organe zurückzukommen. An dieser Stelle mag die Erklärung genügen, daß Ich vollständig einverstanden bin mit der Ansicht der Regierung und des Staatsrates in betreff dieses Vorschlages, welcher mit den den Bestand des Großherzogtums verbürgenden Verträgen und infolgedessen mit dem wahren Interesse des Landes in Widerspruch steht. Es verhindert indessen nichts, daß, in bezug auf diesen Artikel andere Vorschläge geprüft werden, welche weder den internationalen Verträgen, noch dem monarchischen Prinzip, oder den Rechten der Dynastie zuwiderlaufen. Es ist angebracht, in diesem Augenblicke die Aufmerksamkeit auf jene Urkunden zu lenken, welche das jetzige Großherzogtum geschaffen haben und welche den Schutzwall seiner Unabhängigkeit und Neutralität bilden. Dies ist im gegenwärtigen Augenblicke der Ausdruck der Bestimmung aller Patrioten, aller recht denkenden Luxemburger, welche bleiben wollen was sie sind.

Dieser Vorbehalt begegnet sich übrigens mit der Ansicht, welche im Laufe der letzten Kammer-sitzungen zum Ausdruck gekommen ist, daß nämlich weder das monarchische Prinzip noch die Rechte der Dynastie angetastet werden sollen. Ich erkenne somit keinen Widerspruch zwischen der Revisionserklärung über Art. 32 und der Stellungnahme der Regierung. Letztere hat sich nicht prinzipiell gegen die Revision des genannten Artikels ausgesprochen, sondern lediglich eine ganz bestimmte Änderung abgelehnt, welche ihren Ausdruck in einem den Beratungen der Kammer unterbreiteten konkreten Sage gefunden hatte.

Auch bin Ich einverstanden, daß Art. 37 der Constituante unterbreitet werde, mit der Ein-

raisons péremptoires indiquées par le Gouvernement dans sa déclaration du 7 mars et dans son mémoire du 1^{er} juin 1918, il ne doit pas être touché au principe fondamental de la séparation des pouvoirs. Sous ce rapport, Je renvoie à l'avis du Conseil d'État du 22 février dernier.

Ainsi envisagé, le projet de révision des art. 32 et 37 n'est aucunement en contradiction avec les déclarations gouvernementales, et Je ne vois pas de motif pour que, dans ces circonstances, la démission du cabinet soit maintenue. Je ne puis donc accepter cette démission et Je fais appel au patriotisme et au dévouement des membres du Gouvernement en les retenant aux affaires du pays, tout en leur renouvelant l'assurance de Mon entière confiance.

Je conclus en exprimant le vœu que la grande œuvre de la révision de la Constitution soit rapidement menée à une bonne fin par la collaboration de tous; elle ouvrira une ère de stabilité, de paix et de tranquillité dans notre vie politique. Nous créerons ainsi une base solide au développement normal des institutions publiques de Notre chère patrie.

Veuillez faire porter la présente à la connaissance de Nos populations.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Revision de la Constitution.

Dans sa séance de ce jourd'hui, la Chambre des députés a adopté au second vote, par 29 voix contre 25, la déclaration suivante:

schränkung, daß aus den von der Regierung in ihrer Erklärung vom 7. März und in ihrer Denkschrift vom 1. Juni 1918 dargelegten ausschlaggebenden Gründen das Grundprinzip der Trennung der Gewalten nicht berührt werden kann. In dieser Beziehung verweise ich auf das Gutachten des Staatsrates vom 22. Februar letzthin.

So betrachtet, steht der Vorschlag, die Art. 32 und 37 einer Revision zu unterziehen, in keinem Widerspruch mit den Regierungserklärungen und Ich sehe keinen Grund aus dem unter diesen Umständen die Entlassung des Ministeriums aufrechterhalten bleiben soll. Ich vermag demnach den Entlassungsantrag nicht anzunehmen und Ich appelliere an die Vaterlandsliebe und die Opferwilligkeit der Regierungsmitglieder, indem Ich sie, unter Bestätigung Meines uneingeschränkten Vertrauens, im Amte belasse.

Ich schliesse, indem Ich den Wunsch zum Ausdruck bringe, das große Werk der Verfassungsrevision möge durch das Zusammenwirken Aller alsbald zu einem guten Abschluß gebracht werden; unserm politischen Leben wird dadurch eine Zeit der Verständigkeit, der Ruhe und des dauerhaften Friedens eröffnet, und so eine feste Grundlage für die normale Entwicklung der öffentlichen Einrichtungen in unserm geliebten Vaterlande geschaffen werden.

Ich ersuche Sie, Vorstehendes zur öffentlichen Kenntnis zu bringen.

Maria Adelheid.

Revision der Verfassung.

In ihrer heutigen Sitzung hat die Kammer der Abgeordneten in zweier Abstimmung mit 29 Stimmen gegen 25 folgende Erklärung angenommen:

« La Chambre des députés déclare qu'il y a lieu à revision de l'art. 32 de la Constitution. »

Luxembourg, le 13 juin 1918.

*Le Président
de la Chambre des députés*
Fr. ALTWISS.

*Les Secrétaires
de la Chambre des députés,*
Jos. BECH.
Jos. THORN.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 114 de la Constitution;

Vu la déclaration de la Chambre des députés en date du 13 juin 1918, portant qu'il y a lieu à la revision de l'art. 32 de la Constitution;

Vu les avis de Notre Conseil d'État, en date des 22 février et 21 mars 1918;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Déclarons:

Art. 1^{er}. Il y a lieu à la revision de l'art. 32 de la Constitution.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution de la présente.

Château de Berg, le 14 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN

„Die Kammer der Abgeordneten erklärt, daß es angemessen ist, den Art. 32 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.“

Luxemburg, den 13. Juni 1918.

Der Präsident
der Abgeordnetenkammer,
Fr. Altwiss.

Die Sekretäre
der Abgeordnetenkammer,
Jos. Bech.
Jos. Thorn.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 114 der Verfassung;

Nach Einsicht der Erklärung der Abgeordnetenkammer vom 13. Juni 1918, daß es angemessen ist, Art. 32 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen;

Nach Einsicht der Gutachten Unseres Staatsrates vom 22. Februar und 21. März 1918;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Erklären:

Art. 1. Es ist angemessen, den Art. 32 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung beauftragt.

Schloß Berg, den 14. Juni 1918.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Dans sa séance de ce jourd'hui, la Chambre des députés a adopté au second vote, par 32 voix contre 22, la déclaration suivante:

« La Chambre des députés déclare qu'il y a lieu à revision de l'art. 37 de la Constitution. »

Luxembourg, le 13 juin 1918.

Le Président
de la Chambre des députés,
Fr. ALTWIES.

Les Secrétaires
de la Chambre des députés,
Jos. BECH.
Jos. THORN.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 114 de la Constitution;

Vu la déclaration de la Chambre des députés en date du 13 juin 1918, portant qu'il y a lieu à la revision de l'art. 37 de la Constitution;

Vu les avis de Notre Conseil d'État en date des 22 février et 21 mars 1918;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Déclarons:

Art. 1^{er}. Il y a lieu à la revision de l'art. 37 de la Constitution.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution de la présente.

Château de Berg, le 14 juin 1918.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

In ihrer heutigen Sitzung hat die Kammer der Abgeordneten in zweiter Abstimmung mit 32 Stimmen gegen 22 folgende Erklärung angenommen:

„Die Kammer der Abgeordneten erklärt, daß es angemessen ist, den Art. 37 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.“

Luxemburg, den 13. Juni 1918.

Der Präsident
der Abgeordnetenkammer,
Fr. Altwies.

Die Sekretäre
der Abgeordnetenkammer,
Jos. B e c h.
Jos. T h o r n.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 114 der Verfassung;

Nach Einsicht der Erklärung der Abgeordnetenkammer vom 13. Juni 1918, daß es angemessen ist, Art. 37 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen;

Nach Einsicht der Gutachten Unseres Staatsrates vom 22. Februar und 21. März 1918;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Erklären:

Art. 1. Es ist angemessen, den Art. 37 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung beauftragt.

Schloß Berg, den 14. Juni 1918.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Dans sa séance de ce jourd'hui, la Chambre des députés a adopté au second vote, à l'unanimité de tous les membres, la déclaration suivante:

« La Chambre des députés déclare qu'il y a lieu à revision de l'art. 52 de la Constitution. »

Luxembourg, le 13 juin 1918.

Le Président
de la Chambre des députés,
FR. ALTWIES.

Les Secrétaires
de la Chambre des députés,
JOS. BECH.
JOS. THORN.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 114 de la Constitution;

Vu la déclaration de la Chambre des députés en date du 13 juin 1918, portant qu'il y a lieu à la revision de l'art. 52 de la Constitution;

Vu les avis de Notre Conseil d'État en date des 22 février et 21 mars 1918;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Déclarons:

Art. 1^{er}. Il y a lieu à la revision de l'art. 52 de la Constitution.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution de la présente.

Château de Berg, le 14 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

Zu ihrer heutigen Sitzung hat die Kammer der Abgeordneten in zweiter Abstimmung mit den Stimmen sämtlicher Mitglieder folgende Erklärung angenommen:

„Die Kammer der Abgeordneten erklärt, daß es angemessen ist, den Art. 52 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.“

Luxemburg, den 13. Juni 1918.

Der Präsident
der Abgeordnetenkammer,
FR. ALTWIES.

Die Sekretäre
der Abgeordnetenkammer,
JOS. BECH.
JOS. THORN.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 114 der Verfassung;

Nach Einsicht der Erklärung der Abgeordnetenkammer vom 13. Juni 1918, daß es angemessen ist, Art. 52 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen;

Nach Einsicht der Gutachten Unseres Staatsrates vom 22. Februar und 21. März 1918;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Erklären:

Art. 1. Es ist angemessen, den Art. 52 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung beauftragt.

Luxemburg, den 14. Juni 1918.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Dans sa séance de ce jourd'hui, la Chambre des députés a adopté au second vote, à l'unanimité de tous les membres, la déclaration suivante:

« La Chambre des députés déclare qu'il y a lieu à revision de l'art. 75 de la Constitution. »

Luxembourg, le 13 juin 1918.

Le Président
de la Chambre des députés,
Fr. ALTWIES.

Les Secrétaires
de la Chambre des députés,
Jos. BECH.
Jos. THORN.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 114 de la Constitution;

Vu la déclaration de la Chambre des députés en date du 13 juin 1918, portant qu'il y a lieu à la revision de l'art. 75 de la Constitution;

Vu les avis de Notre Conseil d'État en date des 22 février et 21 mars 1918;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Déclarons:

Art. 1^{er}. Il y a lieu à la revision de l'art. 75 de la Constitution.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution de la présente.

Château de Berg, le 14 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

In ihrer heutigen Sitzung hat die Kammer der Abgeordneten in zweiter Abstimmung mit Stimmen sämtlicher Mitglieder folgende Erklärung angenommen:

„Die Kammer der Abgeordneten erklärt, daß es angemessen ist, den Art. 75 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.“

Luxemburg, den 13. Juni 1918.

Der Präsident
der Abgeordnetenkammer,
Fr. Altwies.

Die Sekretäre
der Abgeordnetenkammer,
Jos. Bech.
Jos. Thorn.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 114 der Verfassung;

Nach Einsicht der Erklärung der Abgeordnetenkammer vom 13. Juni 1918, daß es angemessen ist, Art. 75 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen;

Nach Einsicht der Gutachten Unseres Staatsrates vom 22. Februar und 21. März 1918;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Erklären:

Art. 1. Es ist angemessen, den Art. 75 der Verfassung einer neuen Prüfung zu unterwerfen.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung beauftragt.

Schloß Berg, den 14. Juni 1918.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kaufman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.